

Les lourdeurs administratives au menu des élus régionaux

Rien de tel qu'une visite sur le terrain pour montrer aux élus les réalités économiques. C'est en tout cas l'avis du Club i3A.

Comment faire comprendre à un élu, qu'il soit député ou député européen, ce que peuvent représenter pour une entreprise les lourdeurs administratives ? Comment traduire en chair et en os les chiffres de la conjoncture économique ? Rien de tel qu'une visite sur le terrain ! Pour cela, le club des industries agroalimentaires de Champagne-Ardenne (Club i3A) a choisi d'inviter jeudi dernier plusieurs élus, dont deux députés de l'Aube (Jean-Claude Mathis et Nicolas Dhuicq) et une députée européenne (Nathalie Griesbeck), à une visite de la choucrouterie Laurent, à Blignicourt. Ailleurs en France, d'autres rencontres du même type avaient lieu, à l'initiative des Aria (Associations régionales des industries agroalimentaires).

« Deux fois par an »

Cette matinée passée sur un site en pleine période de production a permis aux industriels présents de présenter aux élus « un retour de terrain », selon l'expression de Sandrine Simonot, présidente du Club i3A. « C'est très important que des rencontres comme ça se reproduisent, il en faudrait deux par an ».

Pour Nathalie Griesbeck, ce genre de rencontre permet « d'instaurer un dialogue de terrain. Même si on n'est pas d'accord sur tout, on peut être d'accord sur l'essentiel ». Évoquant « le dumping social », l'accord de libre-échange transatlantique (Tafta) et la



Le Club i3A a invité plusieurs élus à une visite de terrain à Blignicourt.

« Cessons d'en rajouter : c'est l'économique qui crée de l'emploi et le politique doit le faciliter. » Nathalie Griesbeck, députée européenne Grand-Est

situation « compliquée » d'entreprises face à une « réglementation absolument foisonnante », elle insiste : « Cessons d'en rajouter : c'est l'économique qui crée de l'emploi, et le politique doit le faciliter ».

Pour Nicolas Dhuicq, qui a « toujours apprécié le contact avec les gens

qui travaillent », cette matinée était instructive quant à « l'état de l'économie générale de notre pays », et en particulier des industries agroalimentaires, « un des secteurs de pointe de notre pays », alors qu'il n'y a pas « de grand pays qui n'ait pas l'indépendance alimentaire ».

Parmi les questions les plus abordées, celle des charges n'a pas été en reste. « Nos entreprises ont de plus en plus de mal à être concurrentielles », affirme ainsi Jean-Claude Mathis, avant d'ajouter que la France « a des atouts » : « Ce qui manque, c'est la confiance. Homme providentiel ou pas, il faut que les affaires reprennent ».

YANN TOURBE